

87, rue du Faubourg-Saint-Denis,  
75010 Paris  
Tél : 01 48 01 88 20

**POI PARTI OUVRIER  
INDÉPENDANT**

*Pour le socialisme, la République et la démocratie*  
Membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

**Vendredi 20 novembre 2020**

E-mail : [poi@fr.oleane.com](mailto:poi@fr.oleane.com)  
[www.partiouvrierindependant-poi.fr](http://www.partiouvrierindependant-poi.fr)



# Non aux mesures liberticides !

## Non à la loi « Sécurité globale » !

### Non à l'état d'urgence !

**L**e mardi 17 novembre, malgré l'état d'urgence, plus d'un millier de jeunes ont manifesté, à Paris, devant la Sorbonne, contre la loi de programmation de la recherche (LPR) de la ministre Vidal. Ils ont ensuite rejoint le rassemblement de journalistes, d'avocats, de défenseurs des droits de l'homme, aux abords de l'Assemblée nationale, contre la proposition de loi sur la « sécurité globale ». Des milliers d'autres étaient rassemblés au même moment à Lyon, Toulouse, Nantes, etc.

Le gouvernement (en fait le « conseil de défense » autour de Macron) a décidé en octobre dernier de prolonger l'état d'urgence, lui donnant des pouvoirs d'exception.

Il utilise cette situation pour porter les pires attaques : dérogations à coup d'ordonnances contre le Code du travail ; mesures destructrices de l'école, des hôpitaux (s'ajoutant aux 7 500 lits fermés en 2018 et 2019) ; des milliards accordés au capital financier pour liquider des centaines de milliers d'emplois dans le commerce, l'industrie, les services, etc.

Il fait adopter une loi, la LPR, qui détruit l'université, accélère la privatisation de la recherche, précarise encore plus les personnels et liquide leurs statuts.

Cette politique au service du capital financier, ses conséquences sociales terribles, avec le confinement, pour des millions de travailleurs, de jeunes confrontés aux suppressions d'emplois, à la précarité et à la pauvreté qui explosent, ne peuvent conduire qu'à la révolte.

C'est pourquoi ce pouvoir aux abois multiplie les mesures liberticides.

La proposition de loi sur « la sécurité globale » contient des attaques gravissimes contre la démocratie et les libertés publiques, notamment contre la liberté de la presse datant de 1881 et le droit de manifester. D'ailleurs, des journalistes couvrant le rassemblement et la manifestation à Paris ont été arrêtés (ainsi que des manifestants, brutalisés). L'un de ces journalistes, de la rédaction de France 3, qui ne faisait que son travail, a même dû passer la nuit en garde à vue !

Un des articles de la loi Vidal contre la recherche et l'université tire un trait sur huit siècles de « franchise » (la police ne peut entrer de son propre chef sur un campus) et de liberté universitaire. Le texte prévoit, entre autres, que l'occupation d'une faculté ou des piquets de grève soient désormais passibles d'une condamnation à 3 ans de prison et à 45 000 euros d'amende pour les étudiants concernés !

**C'est la fuite en avant vers un régime totalitaire. Mais le 17 novembre, des milliers ont dit : ça suffit !  
Ce samedi 21 novembre, ils manifesteront à nouveau dans tout le pays, à l'initiative de très nombreuses organisations. Le POI appelle à y participer nombreux.**

JE M'ABONNE À **INFORMATIONS OUVRIÈRES**

**5 numéros "découverte" : 7 euros**

Nom : ..... Prénom : .....

N° : ..... Nom de la voie : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Bulletin à renvoyer à : *Informations ouvrières*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10.  
Chèque à l'ordre d'*Informations ouvrières*.